

«On peut être plus strict sans dénoncer les accords»

VOTATIONS Selon le dernier sondage SSR, l'initiative l'UDC «Contre l'immigration massive» a le vent en poupe. Entretien avec Philipp Müller, président du PLR.

Fabian Muhieddine

fabian.muhieddine@lematindimanche.ch

La tendance s'inverse. Cette semaine, un sondage de la SSR révèle que l'initiative UDC «Contre l'immigration massive» – le peuple vote dimanche prochain – a le vent en poupe. Le camp du non est passé de 55% à 50%, alors que le oui a progressé de 6 points à 43%. Reste encore 7% d'indécis. C'est la panique chez les anti-initiative. Le point avec Philipp Müller, président du PLR suisse.

Les gens changent d'avis. Avez-vous raté la campagne?

Non. Je n'ai jamais cru aux sondages publiés avant celui-ci. Je suis convaincu que les gens interrogés ne disaient pas la vérité par peur d'être pris pour des pro-UDC ou des antiétrangers. On appelle ça «l'effet minaret». Depuis, les sondés ont bien vu que l'initiative n'était pas diabolisée dans les médias. Et je crois qu'ils osent enfin dire la vérité.

Vous pensez encore pouvoir gagner?

Bien sûr! En écoutant les gens autour de moi, je vois bien qu'ils ont envie d'envoyer un signal sans pour autant que l'initiative obtienne une majorité. Et j'essaie de leur expliquer que c'est un jeu très dangereux.

N'est-ce pas la peur d'être trop nombreux en Suisse qui l'emporte?

La Suisse, c'est 41 000 km². Et une fois qu'on enlève les lacs et les montagnes, on arrive à 18 000 km². Aujourd'hui, les gens veulent une meilleure qualité de vie. Et quand ils disent cela, ils ne pensent pas seulement à avoir trois voitures et cinq appareils de télévision. Ils veulent aussi des espaces verts. Je comprends cette inquiétude. Mais je ne crois pas que se lancer dans une guerre froide avec



Philipp Müller, le président du PLR, pense pouvoir encore convaincre la majorité des indécis à voter contre l'initiative UDC.

Annette Boutellier/Pixsil

l'Europe et ses 500 millions d'habitants, notre premier partenaire économique, soit une bonne idée.

Croyez-vous vraiment qu'une lettre des présidents de partis qui dit qu'ils peuvent «régler les problèmes actuels» suffira à faire changer la tendance?

Jusqu'à présent, toute la campagne contre l'initiative s'est focalisée sur l'argument économique. Et il est très important, notamment en ce qui concerne les bilatérales. Pour la semaine qui reste, nous allons faire campagne sur le thème de la migration. C'est là-dessus que l'UDC mettra toutes ses forces. C'est donc sur ce terrain que nous devons aussi être présents. Nous allons publier des annonces dans les journaux. On attend 50% de participa-

tion et pour l'instant seulement 25% de la population a voté par correspondance. Cela veut dire qu'il reste la moitié des futurs votants à convaincre.

Concrètement, quel message allez-vous faire passer?

Il y en a trois. Sur l'asile, d'abord. Les gens doivent comprendre que tant qu'il y aura des pauvres et des riches dans le monde, il y aura des requérants. Et que durcir davantage la loi ne sert à rien. Nous sommes peut-être à la dixième révision, nous devons donc avant tout nous battre pour une application stricte de la loi. Ensuite, sur l'immigration. Aujourd'hui, il existe un contingent pour les pays tiers, autrement dit hors Union européenne: il est de 3500 personnes et ne devrait concerner que les personnes

hautement qualifiées. Or, l'année dernière, il y a 42 000 personnes issues des pays tiers qui sont arrivées en Suisse par regroupement familial ou par mariage... En 2012, il s'agissait de 40 000 personnes. Donc, on voit bien aujourd'hui déjà que les contingents que veut l'UDC ne fonctionnent pas.

Et la libre circulation?

C'est le troisième message. Nous devons faire comprendre aux gens que la Suisse peut être plus stricte sans pour autant toucher aux accords bilatéraux. Nous pourrions notamment limiter la durée des permis. Aujourd'hui, un ouvrier engagé par un paysan obtient directement un permis de 5 ans. La Suisse pourrait demander aux employeurs d'indiquer la durée.

Vous répétez cette idée depuis 2009. Et les gens voient bien que rien n'a changé.

Le PLR ne fait pas que répéter. Nous avons convaincu le parlement qui a accepté plusieurs de nos propositions. Mais maintenant c'est entre les mains de Simonetta Sommaruga. Je suis personnellement allé la voir pour lui dire que le projet de loi devait être prêt avant cette votation. Malheureusement, elle n'a rien présenté. Je ne l'attaque pas! Je rappelle qu'il y a des manières de résoudre les problèmes sans nuire aux accords bilatéraux.

En attendant, vous avez aussi édulcoré certaines mesures d'accompagnement, notamment la responsabilité solidaire.

Le Parlement a pris beaucoup de mesures. Il faut maintenant les appliquer plutôt que de parler du programme pléthorique du PS. Malheureusement, dans ce pays, j'ai l'impression qu'il n'y a que les lois sur la circulation routière et la fiscalité qui sont bien appliquées.

Le score s'annonce serré. Allez-vous demander de nouvelles clauses de sauvegarde et donc une sorte de contingent pour l'avenir?

Non. Les contingents sont une mauvaise solution aujourd'hui. Et ils le resteront demain. ●